

TABLE DES MATIÈRES

<i>In memoriam</i> Michel Westrade	7
Panorama de l'assujettissement personnel à la sécurité sociale	13
Steve GILSON	
Introduction	13
Section 1. Principes généraux d'assujettissement personnel à la sécurité sociale des travailleurs salariés	14
Section 2. La distinction entre les salariés et les indépendants	16
Section 3. Le régime des travailleurs salariés	24
Section 4. Le régime des travailleurs indépendants	27
Conclusion	31
Le lien de subordination : état de la question La place de la dépendance économique	35
Laurent DEAR	
Introduction	35
Section 1. La notion de contrat de travail et de contrat d'entreprise	37
Section 2. La qualification n'est pas tributaire de l'objet du contrat	37
§ 1. La distinction entre la subordination juridique et la dépendance économique	38
§ 2. Les caractéristiques de l'autorité ou de la subordination juridique	42
§ 3. La proximité du contrat de travail et du contrat d'entreprise	44
Section 3. La contestation de la qualification des relations de travail	48
§ 1. La réticence des juridictions de fond à requalifier la relation de travail régulièrement exécutée	49
§ 2. La prééminence de la qualification donnée par les parties	50
Section 4. La requalification des relations contractuelles	52
§ 1. Les principes dégagés par la jurisprudence	52
§ 2. Les apports de la loi du 27 décembre 2006	53
ANTHEMIS	487

§ 3. La prépondérance de la subordination juridique et l'exclusion de la dépendance économique	55
Conclusion	56
Dépendance économique et subordination économique	59
Viviane VANNES	
Introduction	59
Section 1. La reconnaissance immédiate du contrat d'entreprise à côté du contrat de travail	60
Section 2. De la totale indépendance à l'existence d'une dépendance économique	61
§ 1. Le contractant totalement indépendant	61
§ 2. Le contractant indépendant économiquement subordonné	62
§ 3. La difficulté d'identifier cette nouvelle forme de subordination	62
Section 3. L'émergence de la dépendance économique et de l'autorité économique : quelques rappels	63
§ 1. La subordination juridique – Les ordres et le contrôle des ordres	63
§ 2. La subordination économique – Les directives et le contrôle des directives	64
§ 3. Les éléments communs aux subordinations juridiques et économiques	64
A. L'objet du contrat	64
B. Les instructions générales et le contrôle de ces instructions générales	65
C. Les éléments neutres	65
§ 4. Les critères de distinction entre les deux subordinations	65
A. Le critère de l'intensité de la subordination comme élément distinctif du contrat de travail	65
B. Le critère de l'autorité possible comme élément distinctif du contrat de travail	66
§ 5. Le rejet du critère de la dépendance économique comme élément distinctif du contrat de travail	67
Section 4. La notion de dépendance économique	69
§ 1. La dépendance économique et la durée de l'activité	69
A. La dépendance économique totale ou le travail à temps plein	69
B. La dépendance économique occasionnelle ou le travail occasionnel	73

§ 2. La dépendance économique et les clauses du contrat d'entreprise imposant une présence dans l'entreprise	74
§ 3. La dépendance économique et les clauses du contrat d'entreprise imposant des obligations d'exclusivité, de non-concurrence, de respect des prix	76
§ 4. La dépendance économique et les clauses relatives au contrôle des tâches	77
§ 5. Les clauses sanctionnant des retards ou des négligences	79
Section 5. Les éléments de l'autorité économique	79
§ 1. Les instructions et les directives générales	79
§ 2. Le contrôle des directives	80
Conclusion	81

Subordination et parasubordination en Italie, en France et au Royaume-Uni 83

Auriane LAMINE et Marco ROCCA

Introduction	83
Section 1. Italie	84
§ 1. Le concept de subordination	86
§ 2. Parasubordination	89
Section 2. France	92
§ 1. La subordination juridique, caractère du travail salarié	92
A. Les contours de la catégorie	92
B. Une catégorie insuffisante? L'importance de la dépendance économique	96
§ 2. Les régimes de la parasubordination en France	98
A. Les présomptions de salariat	98
B. Les assimilations au salariat	100
C. Autres régimes ou statuts dignes d'intérêt	102
§ 3. Vers un régime harmonisé de la parasubordination?	105
Section 3. Royaume-Uni	109
§ 1. Le concept de subordination	111
§ 2. Les éléments de la subordination	112
§ 3. Impact juridique	115
§ 4. Parasubordination	117
Conclusion	120

Les apports de la loi sur la nature des relations de travail	123
Charles-Éric CLESSE	
Introduction	123
Section 1. La place du texte	124
Section 2. L'utilité du texte	125
§ 1. Les critères généraux	125
§ 2. Les critères spécifiques	126
Section 3. Les présomptions de contrat travail	129
§ 1. Les secteurs visés	129
§ 2. Le champ d'application <i>ratione personae</i>	131
§ 3. Comment concilier les présomptions de contrat de travail avec celles d'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs salariés ?	132
§ 4. Comment concilier les présomptions de contrat de travail entre elles ?	134
Section 4. Un bilan de la Commission	134
§ 1. La mise en place	134
§ 2. Quelques chiffres	135
§ 3. Les causes d'irrecevabilité	136
§ 4. La Commission permet-elle de fixer une jurisprudence en ce qui concerne les critères généraux de la loi-programme ?	137
§ 5. La Commission est-elle efficace/efficiente ?	138
Conclusion : l'utilité de la loi pour les praticiens	139
La Commission de <i>ruling social</i>	141
Myriam VERWILGHEN	
Introduction	141
Section 1. La composition de la Commission administrative	144
Section 2. La compétence de la Commission administrative	145
Section 3. La saisine de la Commission administrative	146
§ 1. Les différentes saisines	146
§ 2. Le contenu de la demande	150
§ 3. La recevabilité de la demande	150
Section 4. Le fonctionnement de la Commission administrative – Traitement des demandes	152
Section 5. Les décisions, leurs effets et les voies de recours	153

§ 1. Les décisions	153
A. Les délibérations	153
B. Le délai pour rendre la décision	153
C. La notification de la décision	154
D. Le nombre de dossiers introduits	154
§ 2. Aperçu du contenu des décisions	156
A. Quant aux chiffres	156
B. Quant à la motivation	157
§ 3. Les effets des décisions de la Commission administrative	161
§ 4. Les recours contre les décisions de la Commission administrative	164
§ 5. Une nouvelle décision	166
La présomption binaire de contrat de travail et de contrat d'indépendant dans les secteurs d'activités dits « à risque »	167
Jérôme DEUMER	
Section 1. La loi sur la nature des relations de travail dans sa mouture initiale	168
§ 1. Détermination de la nature de la relation de travail sur la base de quatre critères généraux	168
§ 2. La possibilité d'adopter des critères spécifiques complétant les quatre critères généraux	169
Section 2. La présomption instituée par la loi du 25 août 2012	169
§ 1. Aspects techniques de la présomption de l'article 337/2	170
A. Une présomption binaire portant sur l'existence ou l'absence d'un lien d'autorité	170
B. Une présomption reposant sur une logique mathématique	171
C. Une présomption simple (non irréfragable)	172
§ 2. Le champ d'application de la présomption : considérations générales	173
A. Une approche sectorielle ou par activité ?	174
B. L'exclusion des relations de travail familiales	177
§ 3. Les pouvoirs conférés au Roi	179
Section 3. Les activités auxquelles la présomption est applicable	181
§ 1. Les travaux immobiliers	181
§ 2. Les activités de gardiennage et de surveillance	184
§ 3. Le transport de choses et de personnes	185
ANTHEMIS	491

§ 4. Les activités de nettoyage	187
§ 5. Les activités des entreprises horticoles et agricoles	188
Section 4. Observations critiques	189
§ 1. La notion d'« entreprise » pour l'application des critères	189
§ 2. Des critères légaux inadaptés... et des adaptations marginales	190
§ 3. Le mélange des genres : critères généraux, critères spécifiques et circonstances d'ordre socio-économique	192
Section 5. Impact d'autres mécanismes de droit du travail et de la sécurité sociale	195
§ 1. Les assimilations en matière de sécurité sociale	195
§ 2. La primauté des présomptions irréfragables	196
§ 3. Le concours avec d'autres présomptions simples	197
Section 6. Considérations finales	199

Le processus de (re)qualification de la nature de la relation de travail : aspects administratifs et procéduraux 201

Jonathan DE WILDE D'ESTMAEL et Alan YERNAUX

Introduction	201
Section 1. Le processus de qualification de la relation (par les parties à la relation de travail)	203
§ 1. La qualification de la relation de travail	203
§ 2. La procédure d'assujettissement à la sécurité sociale	205
A. L'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs salariés	205
B. L'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs indépendants	207
§ 3. L'intervention de la Commission administrative sur la nature des relations de travail (en quelques mots)	209
A. Les missions de la Commission	209
B. Les effets des décisions de la Commission	210
Section 2. La remise en cause de la qualification de la nature de la relation de travail	211
§ 1. Au regard du droit du travail	211
A. Titulaires de l'action	211
B. Tribunal compétent	212
C. Procédure	214
D. Prescription	215
E. Preuve et office du juge	215

§ 2. Au regard du droit de la sécurité sociale	218
A. Remise en cause de l'assujettissement à l'initiative des institutions sociales	218
B. Remise en cause de l'assujettissement à l'initiative des parties	262
C. Quelques considérations générales à propos des procédures susvisées	268
D. Office du juge et charge de la preuve	273
§ 3. Au regard du droit pénal (social)	277
A. Compétence des acteurs pénaux	277
B. Administration et charge de la preuve	282
Conclusion	285

EXAMEN DE QUELQUES SITUATIONS PARTICULIÈRES

Le statut social de l'avocat : l'indépendance que requiert la profession fait-elle obstacle à la naissance d'un contrat de travail ?	291
France LAMBINET avec la collaboration de Caroline CANDITO et Maureen DEGUELDRE	
Introduction	291
Section 1. La « neutralité » du Code judiciaire quant au statut social de l'avocat : ce qu'impose le Code judiciaire et ce qu'il n'impose pas	297
Section 2. La distinction entre l'indépendance « intellectuelle » exigée par le Code judiciaire et l'indépendance « matérielle » excluant l'existence d'un contrat de travail	299
Section 3. Réglementations ordinales <i>versus</i> (?) dispositions sociales impératives et d'ordre public et principe de libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne	304
§ 1. Les dispositions de l'O.V.B. imposant l'assujettissement au statut social des travailleurs indépendants sont-elles compatibles avec le droit impératif des contrats de travail et les dispositions d'ordre public relatives à la débiton et au paiement des cotisations de sécurité sociale ?	305
§ 2. Les dispositions de l'O.V.B. interdisant l'exercice de la profession dans les liens d'un contrat de travail sont-elles conformes au principe de libre circulation des avocats au sein de l'Union européenne ?	307
ANTHEMIS	493

Section 4. La situation française	312
Conclusion	315
La situation des sportifs professionnels (ou rémunérés)	317
Thomas DOUILLET	
Introduction	317
Section 1. La loi du 24 février 1978 et la présomption qu'elle contient	318
§ 1. Le champ d'application de la loi du 24 février 1978	318
A. Le sportif rémunéré ou « professionnel »	318
B. L'employeur	321
§ 2. Les autres dispositions applicables	321
§ 3. La raison d'être de la présomption de contrat de travail d'employé	323
Section 2. Les contours de la présomption de contrat de travail d'employé	327
§ 1. La portée de la présomption	327
A. Une présomption de contrat de travail et de statut d'employé	327
B. Une unique présomption de statut d'employé	329
C. L'arrêt de la Cour de cassation du 26 janvier 2015	331
§ 2. La nature de la présomption de contrat de travail d'employé	335
A. L'absence d'indication légale	335
B. Le statut d'employé : une présomption irréfragable	336
C. Le contrat de travail : une présomption simple	338
§ 3. Chassez le lien de subordination, il revient au galop	342
A. L'admission de la preuve contraire	343
B. Le champ d'application de la loi du 24 février 1978	344
Section 3. La présomption de contrat de travail d'employé : un texte inadapté	345
§ 1. Un enjeu qui a évolué	345
§ 2. Une analyse juridique qui a des limites	348
Conclusion	352

Les religieux et la relation de travail : beaucoup de subordinations, mais peu de contrats ?	355
Filip DORSSEMONT	
Introduction	355
Section 1. Les « religieux »	358
Section 2. La classification des relations de travail	359
Section 3. Les enjeux de la qualification	360
Section 4. À la recherche du contrat de travail	362
Section 5. La relation de travail du recrutement à la révocation	366
§ 1. Les relations individuelles	366
§ 2. Les relations collectives	371
Conclusion	375
Le statut juridique en droit social des travailleurs sexuels	377
Nathalie HAUTENNE, Quentin DELEUZE et Steve GILSON	
Introduction	377
§ 1. Objet de la contribution	377
A. Reconnaître un cadre juridique hésitant	377
B. Aborder une approche pragmatique centrée sur la protection des droits sociaux fondamentaux des travailleurs	378
C. Éviter les amalgames et la banalisation	380
§ 2. Plan de l'exposé	380
Section 1. L'approche pénale de la prostitution	381
§ 1. La prostitution	381
A. Les tentatives de définition	381
B. Les deux éléments constitutifs : travail et rémunération	381
§ 2. Exploitation de la prostitution	382
Section 2. L'appréhension de la prostitution par la société : courants politiques et idéologiques autour de la prostitution	387
§ 1. Le courant prohibitionniste	387
§ 2. Le courant réglementariste	388
§ 3. Le courant abolitionniste	388
§ 4. Le courant néo-prohibitionniste	389
§ 5. Le courant néo-réglementariste	389
Section 3. Le statut social des travailleurs du sexe	390
§ 1. Quelques principes généraux de la qualification contractuelle	390
ANTHEMIS	495

A.	La place de la qualification par les parties de leur convention	390
B.	Le régime des travailleurs salariés	391
C.	Le régime des travailleurs indépendants	393
§ 2.	La problématique du contrat de travail pour les travailleurs sexuels	394
A.	Le consentement	394
B.	La cause du contrat	395
C.	Application concrète à la prostitution	402
D.	L'exception à la nullité en droit du travail : l'article 14 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	419
E.	L'exception à la nullité en droit de la sécurité sociale : l'article 4 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	422
F.	La piste des extensions à la sécurité sociale des travailleurs salariés	423
§ 3.	L'exercice indépendant de l'activité de prostitution	423
	Conclusion	425

**Journaliste, correspondant de presse, auteur...
Même combat face à l'(absence d')assujettissement ?** 427

Nathalie ROBERT

	Introduction	427
	Section 1. Le journaliste est-il, <i>a priori</i> , indépendant ou salarié ?	428
§ 1.	Une subordination impossible ?	428
§ 2.	Position de la question aujourd'hui : les principes applicables en matière de qualification de la relation de travail	429
	Section 2. Le statut particulier des journalistes indépendants à titre complémentaire : l'exception culturelle	431
§ 1.	<i>Ratio legis</i>	431
§ 2.	Champ d'application	432
A.	Le journaliste	432
B.	Le correspondant de presse	436
C.	Les personnes jouissant de droits d'auteur	436
§ 3.	Conditions d'application	444
A.	L'existence d'un statut équivalent	444
B.	La sauvegarde des droits liés à un statut équivalent	445

§ 4. La charge probatoire	446
§ 5. Les effets de l'exception culturelle	447
A. Absence d'assujettissement	447
B. Calcul des cotisations de sécurité sociale	447
C. Possibilité de cumul des revenus tirés de l'activité journalistique avec certaines allocations?	448
§ 6. L'exception culturelle passé l'âge de la pension	448
Conclusion	449

Requalification : le cas particulier du franchisé 451

Pierre VANHAVERBEKE, Diane DE MÛELENAERE, Benoît SIMPELAERE
et Michel SEGERS

Introduction	451
Section 1. La situation des franchisés en Belgique	452
§ 1. Absence de définition légale	452
§ 2. Les types de franchise	453
§ 3. Les contrats s'apparentant au contrat de franchise	454
A. Le contrat d'agence	454
B. Le contrat de concession	455
C. Le contrat de location-gérance du fonds de commerce	455
D. Le contrat de commission-affiliation	456
E. Le contrat de distribution sélective	456
F. Le contrat de travail de représentant de commerce	457
§ 4. Qualification du contrat versus requalification par le juge	458
A. Les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail	458
B. Requalification du contrat par le juge	458
Section 2. Examen de certaines décisions jurisprudentielles	462
§ 1. Cas de non-requalification	462
A. C. trav. Mons, 22 janvier 2010 (« contrat de franchise avec mise à disposition du fonds de commerce – vente de produits »)	462
B. C. trav. Liège, 20 janvier 2012 (« contrat d'agence – stations-services »)	464
C. C. trav. Liège, 19 janvier 2016 (« agent indépendant – vendeuse de chaussures »)	467

§ 2. Cas de requalification	470
A. C. trav. Bruxelles, 19 mai 2009 («franchisé – exploitant – station service et <i>shop</i> »)	470
B. C. trav. Bruxelles, 25 novembre 2015 («location gérance – exploitant de magasin»)	472
Conclusion	475

CONCLUSIONS

A-t-on perdu la clé (d'une partie) du droit (d'une partie) du travail ?	477
Pierre-Paul VAN GEUCHTEN	